

Uruguay

TÉMOIGNAGE

LE MONDE

Avril 9/1977

## « Je vous tuerai de mes propres mains... »

Une soixantaine de réfugiés uruguayens ont été arrêtés au cours de l'année 1976 en Argentine. Certains, comme Zelmar Michelini et Hector Gutiérrez, deux anciens parlementaires, ont été assassinés. D'autres ont disparu sans laisser de traces. La plupart semblent avoir été refoulés en Uruguay.

A la fin du mois de novembre 1976, les

« Si jamais vous parlez, dit le général Amaury Pranti, je vous tuerai de mes propres mains, dussé-je aller pour cela jusqu'en Cochinchine. » Mais M. Enrique Rodriguez Larreta, séquestré le 14 juillet à Buenos-Aires et libéré le 22 décembre à Montevideo, n'est pas homme à se laisser intimider, même par le chef des services de renseignements uruguayens (SID). Il parle, et d'abondance, au risque d'exposer son fils et sa bru encore emprisonnés.

C'est en recherchant son fils, un ancien dirigeant étudiant, disparu le 30 juin à Buenos-Aires où il s'était réfugié, que M. Rodriguez Larreta a été pris dans l'engrenage de l'appareil répressif. Dans les jours qui suivent la disparition de son fils, il multiplie les démarches auprès des tribunaux, des autorités politiques, militaires et religieuses. Il va jusqu'à la Cour suprême. Un juge le décourage : « On a enregistré six mille demandes d'habeas corpus ! » Un avocat devra en faire une de plus en sa faveur.

Dans la nuit du 13 au 14 juillet, des hommes armés forcent la porte et font irruption dans l'appartement qu'il occupe à Buenos-Aires avec Raquel, la femme de son fils. Les mains liées et les yeux bandés, ils sont jetés dans une auto. Quelques

minutes plus tard, ils se retrouvent dans une grande pièce, avec une vingtaine de personnes. M. Rodriguez Larreta reconnaît la voix de son fils, de Margarita, la fille du sénateur Michelini, assassiné au mois de mai, de Gerardo Gatti et Leon Duarte, deux anciens syndicalistes... Tous les Uruguayens disparus au cours des jours écoulés sont là, rassemblés.

## « Avec saint Pierre »

Des cris parviennent de l'étage supérieur. Les geôliers — policiers argentins et militaires uruguayens — vont et viennent, ramenant des corps meurtris. Le tour de Rodriguez Larreta arrive : on le pend par les poignets, les bras retournés, à quelques centimètres du sol. Entre deux décharges électriques, les questions fusent : sur ses liens avec le Parti de la victoire du peuple, sur ceux de son fils, de sa belle-fille. « Nous allons vous laver la tête à tous. » Les geôliers lancent des menaces à la cantonade en installant au milieu de la pièce une grande cuve qu'ils remplissent d'eau. Mario Roberto Santucho, le chef de la guérilla, vient d'être tué au cours d'un affrontement. Ils font lire le communiqué officiel à Manuela, sa sœur, qui se trouve parmi les détenus et se saisissent de Carlos, le frère du guérillero. Ils le pendent par les pieds au-dessus de la cuve et le plongent dedans. Une fois, deux fois, dix fois. Il meurt asphyxié.

Le 26 juillet, les prisonniers uruguayens sont embarqués à bord de camions. Au-dessus d'eux, sur des planches, les geôliers chargent le butin « conquis, comme ils disent, sur le champ de bataille » : livres, bicyclettes, machines à écrire, frigidaires, meubles, et jusqu'à des autos en pièces détachées. Les camions s'ébranlent, dans le bruit des sirènes, en direction de l'aéroport métropolitain de Buenos-Aires, aux bords du rio de La Plata. Un avion de l'armée de l'air uruguayenne attend les passagers pour les transporter d'un coup d'aile sur l'autre rive.

A Montevideo le traitement s'améliore. Pour M. Rodriguez Larreta du moins. Car, pour les autres, les interrogatoires et la torture continuent, sous la direction maintenant exclusive des militaires du SID. Le colonel Guillermo Ramirez, dont la présence avait été signalée à Buenos-Aires lors du meurtre du sénateur Michelini, et le commandant Gabazzo, mènent la danse.

Le 26 août, brusquement, le commandant change de ton : nous vous avons sauvé la vie, dit-il, aux prisonniers éberlués ; sans notre intervention, les Argentins vous auraient « envoyés en haut jouer de la harpe avec saint Pierre ». C'est pourquoi vous devez nous aider à justifier votre présence en Uruguay et vous prêter à un simulacre de tentative d'invasion armée. Si vous êtes d'accord, les tribunaux militaires vous infligeront des peines allant de quinze à trente ans de réclusion.

forces de sécurité annonçaient à Montevideo la découverte d'un « mouvement subversif » et l'arrestation de soixante-deux personnes. Quatorze d'entre elles, dont les noms étaient cités, avaient en fait été détenues au mois de juillet à Buenos-Aires. M. Enrique Rodriguez Larreta a partagé leur sort. Il révèle les dessous d'une affaire qui en dit long sur l'internationalisation de la répression dans le cône sud.

Les prisonniers refusent de jouer ce jeu. Le commandant menace d'abord de les réexpédier en Argentine, où, assure-t-il, ils seront passés par les armes. Puis de les tuer lui-même. Mais ils tiennent bon car ils sentent obscurément qu'une force extérieure contraindrait l'adversaire à négocier. Finalement un accord intervient.

A Shangri-la, une station balnéaire proche de Montevideo, l'armée a loué un pavillon meublé. Cinq des prisonniers y sont acheminés le matin du 23 octobre. Dans l'après-midi, la troupe investit la maison et procède devant les badauds à l'arrestation de la « cellule subversive ». Un officier lance : « Il faut quand même râler quelque chose, sinon ils vont penser que c'est du bidon. » Simultanément, neuf autres « subversifs » se font arrêter dans des hôtels du centre de la capitale. Ce sont, en fait, des agents de renseignements qui avaient pris pension la veille sous de faux noms.

La représentation terminée, l'attitude des geôliers change. Les prisonniers autorisés à ôter cagoules et bandeaux peuvent enfin se voir et parler entre eux. On les autorise même à se promener dans les couloirs et le patio de la maison. Bientôt ils découvrent l'adresse : 1488, boulevard Artigas. C'est le siège du SID.

## Un « mouvement subversif »

A partir du 28 octobre, les forces de sécurité commencent à diffuser une série de communiqués annonçant la découverte d'un « mouvement subversif », et la détention de soixante-deux personnes. On leur prête les pires intentions et en particulier de préparer l'assassinat de plusieurs chefs militaires et dirigeants politiques. Sans pour autant — erreur des rédacteurs du communiqué ? — les accuser de possession d'armes à feu.

L'instruction du procès débute en décembre comme il était prévu. Tandis que ses compagnons d'infortune sont condamnés à des peines de prison, les uns pour « association subversive », les autres pour « assistance à l'association subversive » M. Rodriguez Larreta est remis en liberté.

« J'accuse, dit-il, les gouvernements argentin et uruguayen de violation de domicile, séquestre, refoulement, rapines, contrefaçon, falsification de pièces d'identité et d'actes officiels... » Il s'arrête. Car malgré l'enquête qu'il a menée de part et d'autre du rio de la Plata, après avoir été libéré, de nombreuses questions restent sans réponses. Où sont Gerardo Gatti et Leon Duarte, torturés à Buenos-Aires et qui ne semblent pas avoir été transférés à Montevideo ? Où sont les quelque vingt Uruguayens dont trois enfants disparus en septembre et octobre à Buenos-Aires et dont on ne sait rien ? En train de « jouer de la harpe avec saint Pierre » ?

Propos recueillis par  
PHILIPPE LABREVEUX.

## entine

ments et arrestations  
s se multiplient

nacés de mort s'ils ne quittaient pas rapidement le pays.

Peu après, c'était au tour de M. Muchnick, responsable de la revue *Padres*, d'être séquestré. Des inconnus l'ont sommé de cesser d'« empoisonner, par ses prédications, les familles argentines ». Il avait, dans sa revue, publié plusieurs articles sur l'éducation sexuelle. *Padres* a cessé de paraître depuis.

Le jeudi 7 avril, enfin, alors que l'on enterrait Hector Ferreiros et que l'absence d'information sur le sort d'Esgardo Sajon encourageait les hypothèses les plus pessimistes, on apprenait l'arrestation du directeur d'un quotidien de l'intérieur, la *Provincia* de Mendoza.

Face à cette situation, l'Association des entreprises de presse argentine (ADEPA), pourtant prudente dans ses rapports avec le gouvernement, a exigé « des garanties pour un libre exercice de la profession ».

La peur règne chez beaucoup de journalistes argentins. Certains, plutôt que de prendre des risques, ont préféré abandonner les correspondances qu'ils entretenaient pour des quotidiens ou des revues étrangères ayant publié des jugements sévères sur l'Argentine. D'autres préfèrent s'abstenir d'écrire sur les thèmes qui leur semblent trop brûlants. « La liberté de la presse existe, déclare l'un d'eux, mais je ne me risquerais pas à en faire usage. »